

PROCÈS-VERBAL

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présences/Absences

Participaient aussi

Conseillères / conseillers	Titre	Haute direction et invité.es	Titre
Marie-Pierre Lavoie	Présidente	Pascale Bernier	Directrice générale
Chantal Fadous	Vice-présidente	Bertrand Dupain	Secrétaire-trésorier par intérim
Marie-Christine Claveau	Conseillère	Fariba Daragahi	Directrice générale adjointe
Jacques Dufresne	Conseiller	Pascale Cyr	Directrice, Relations publiques
Gaëtan Desrochers	Conseiller	Bonnie Antoine	Directrice, Éducation autochtone
Armelle Moran	Conseillère	Jeanne Musuku	Directrice, Équité et antiracisme
Sacha Médiné	Conseiller	Coralie Mpoyo	Adjointe administrative du ST et du CA

1. Ouverture de la réunion

1.1 Reconnaissance autochtone

Chaque année, le conseil d'administration procède à la composition du groupe.

À titre de président du conseil d'administration jusqu'à l'élection d'une présidence du CA, M. Dupain souhaite la bienvenue à toutes et à tous.

Lecture de la reconnaissance autochtone à l'égard de toutes les Premières Nations de la Colombie-Britannique pour leur accueil sur tous leurs territoires traditionnels.

1.2 Ouverture de la réunion

La rencontre débute à 8 h 35.

Résolution P – 2638-12-2024

« Que le conseil d'administration approuve l'ouverture de la réunion publique de ce 21 décembre 2024. »

Proposée par : Armelle Moran

Appuyée par : Gaëtan Desrochers

Adoptée à l'unanimité

2. Lecture de la vision et de la mission du CSF

2.1 Lecture de la vision et de la mission du CSF

La conseillère Claveau procède à la lecture de la vision et de la mission du CSF.

3. Lecture et adoption de l'ordre du jour

3.1 Lecture et adoption de l'ordre du jour

Résolution P – 2639-12-2024

P-467

« Que le conseil d'administration adopte l'ordre du jour de la réunion publique de ce 21 décembre 2024 tel que présenté. »

Proposée par : Marie-Pierre Lavoie

Appuyée par : Jacques Dufresne

Adoptée à l'unanimité

4. Élections

4.1 Élections – Politiques et directives administratives

M. Dupain procède à l'élection de la présidence pour l'année 2024-2025 qui, par la suite, présidera l'assemblée et continuera le processus électoral.

4.2 Présidence du CA

Marie-Pierre Lavoie est élue présidente du CA, à majorité.

4.3 Vice-présidence du CA

Chantal Fadous est élue vice-présidente du CA, à majorité

4.4 Comité-conseil de consultation avec les partenaires (3CP)

Membre responsable : Chantal Fadous, par acclamation

Membre second : Marie-Pierre Lavoie, par acclamation.

4.5 Comité-conseil des politiques (CCP)

Membre responsable : Armelle Moran, par acclamation

Membre second : Sacha Médiné, par acclamation

4.6 Comité-conseil des finances (CCF)

Membre responsable : Gaëtan Desrochers, par acclamation.

Membre second : Jacques Dufresne, par acclamation.

4.7 Comité-conseil du plan stratégique (CCPS)

Membre responsable : Armelle Moran, par acclamation.

Membre second : Jacques Dufresne, par acclamation.

4.8 Comité-conseil des immobilisations (CCI)

Membre responsable : Chantal Fadous, par acclamation

Membre second : Sacha Médiné, par acclamation.

4.9 Groupe de travail de l'appréciation de la contribution de la direction générale

La présidence du CA siège automatiquement comme première représentation de ce groupe de travail. Mme Lavoie étant la présidente du CA cette année, elle y siègera.

2^e représentation : Gaëtan Desrochers, par acclamation

3^e représentation : Chantal Fadous, par acclamation.

4.10 Groupe de travail des élections scolaires (GTÉS)

P-467



1^e représentation : Marie-Pierre Lavoie, par acclamation

2^e représentation : Chantal Fadous, par acclamation

4.11 Groupe de travail antiracisme – Demande de prolongation

M. Dufresne note qu'une lettre de demande de changement du groupe de travail antiracisme en comité-conseil est en cours de soumission au CA.

Résolution P – 2640-12-2024

« Que le conseil d'administration adopte la prolongation du groupe de travail antiracisme incluant sa description telle que présentée. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

Appuyée par : Jacques Dufresne

Adoptée à l'unanimité

4.12 Groupe de travail antiracisme (GTAR)

1^e représentation : Sacha Médiné, par acclamation

2^e représentation : Jacques Dufresne, par acclamation

4.13 SOGI

Représentation du CA au groupe de réflexion SOGI : Sacha Médiné, par acclamation

*** Les conseillers s'entendent d'ajouter à l'amiable, le point sur le CCRÉA.

4.14 Comité-conseil pour le rehaussement de l'éducation autochtone (CCRÉA)

Membre responsable : Marie-Christine Claveau, par acclamation

Membre second : Gaëtan Desrochers, par acclamation

4.15 Regroupements et associations

- ACELF

1^e représentation : Chantal Fadous, par acclamation.

2^e représentation : Marie-Pierre Lavoie, par acclamation

- BCPSEA

1^e représentation : Chantal Fadous, par acclamation.

2^e représentation : Sacha Médiné, par acclamation

- BCSTA

1^e représentation : Marie-Pierre Lavoie, par acclamation.

2^e représentation : Jacques Dufresne, par acclamation.

- FNCSF

1^e représentation : Marie-Pierre Lavoie, par acclamation.

2^e représentation : Gaëtan Desrochers, par acclamation

4.16 Élections – Destruction de tous les bulletins de vote

Résolution P – 2641-12-2024

« Que le conseil d'administration approuve la destruction de tous les bulletins de vote. »

P-467



Proposée par : Gaëtan Desrochers

Appuyée par : Armelle Moran

Adoptée à l'unanimité

5. Résolutions en bloc

A) Procès-verbaux

5.1 Procès-verbal P-465 - Modification

Les modifications sont incluses dans le document attaché sur ESB.

Résolution P – 2642-12-2024

« Que le conseil d'administration approuve le PV-465 de la rencontre publique du 19 octobre 2024, tel que présenté avec suivi des changements. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

Appuyée par : Jacques Dufresne

Adoptée à l'unanimité

5.2 Procès-verbal P-466

Résolution P – 2643-12-2024

« Que le conseil d'administration adopte le procès-verbal P-466 tel que présenté dans la rencontre publique de ce 21 décembre 2024. »

Proposée par : Chantal Fadous

Appuyée par : Marie-Christine Claveau

Adoptée à l'unanimité

B) Correspondances

5.3 Correspondances

Résolution P – 2644-12-2024

« Que le conseil d'administration reçoive en dépôt les correspondances telles que présentées dans la réunion publique de ce 21 décembre 2024. »

Proposée par : Gaëtan Desrochers

Appuyée par : Jacques Dufresne

Adoptée à l'unanimité

6. Suivis CA public

6.1 Tableaux suivis CA public

Tableaux des suivis en cours et complétés en date du 18 décembre 2024.

7. Point(s) de résolution(s)

7.1 Efficacité des rencontres du CA et propositions

Après discussions, les conseillers s'entendent de diviser la résolution et d'ajouter un nouveau point de résolution, à l'amiable.

Résolution P – 2645-12-2024

P-467

« Que le conseil d'administration mandate le comité-conseil des politiques à produire une ébauche de la politique P-309 - Comités-conseils et groupes de travail du conseil d'administration pour considérer les recommandations proposées dans le document ci-inclus. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

Appuyée par : Armelle Moran

Adoptée à l'unanimité

7.2 Efficacité des rencontres du CA et propositions (ajout)

Point de résolution ajouté à la suite de la discussion tenue au point 7.1.

Après discussions, les conseillers s'entendent de reporter à l'amiable la résolution suivante: « Que le conseil d'administration mandate le conseil exécutif à présenter au conseil d'administration un calendrier annuel du CA sans rencontres publiques pour les mois d'octobre et de janvier à compter de l'année scolaire 2025-2026. ».

– (Suivi : CA)

Changement de point de résolution et point d'information.

7.3 Lettre de crédit bancaire

À la suite du questionnement de M. Médiné concernant les bases sur lesquelles les nouveaux montants ont été sélectionnés, l'administration soumettra plus de détails prochainement. – (Suivi : BD)

Note que la dernière demande a été adoptée par le CA en date du 17 septembre 2016, et consistait en limites monétaires des transactions bancaires au maximum de 8 380 000 \$.

Pour les prochaines demandes d'ajustements au crédit bancaire, il est demandé que l'administration puisse toujours inclure une mise en contexte incluant les anciens montants dans la documentation à présenter au CA pour vote.

Résolution P – 2646-12-2024

« Que le conseil d'administration adopte les limites monétaires des transactions bancaires au maximum de 13 170 000 \$ comme suit, avec un risque de transaction journalière limité à 3 000 000 \$:

1. Limite des cartes de crédit: 170 000 \$

2. Limite de location d'équipements : 6 000 000 \$

3. Lettre de crédit: 6 000 000 \$

4. Marge de crédit : 1 000 000 \$. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

Appuyée par : Chantal Fadous

Adoptée à l'unanimité

7.4 Poste de gestionnaire en immobilisation

Bref historique des ajustements mis en place au service des immobilisations lors de l'ouverture du bureau de projets, rendant vacant le poste de direction des immobilisations du CSF, autrefois occupé par l'actuel directeur de projets.

Il est noté que la création de ce poste vient d'une demande de la direction du bureau de projets et de la direction des opérations. La personne qui occupera ce poste se concentrera majoritairement sur la recherche de nouvelles opportunités et nouveaux terrains alors que la direction du bureau de projets se concentrera seulement sur les projets en cours et supervisera l'équipe.

Résolution P – 2647-12-2024

« Que le conseil d'administration accepte l'affichage d'un poste de gestionnaire en immobilisation durant le courant de l'année scolaire 2024-2025. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

P-467

Appuyée par : Armelle Moran
Adoptée à l'unanimité

8. Pause

La pause se déroule de 9 h 25 à 9 h 48.

9. Point(s) d'information(s)

9.1 Évaluation des habiletés de base (ÉHB)

Mme Bernier présente les résultats des évaluations et se dit ravie du taux de participation de 95 % des élèves du CSF. Elle présentera les résultats des élèves par désignation et ceux des élèves autochtones en janvier ou février 2025. – (Suivi : PB)

9.2 Activités socioculturelles - Mise à jour

Partage des documents au 3CP (rencontre dans laquelle tous les partenaires du CSF sont représentés), afin de débiter les discussions dès janvier 2025, avec objectif d'avoir une définition francophone des activités socio-culturelles en C.-B., d'ici mai 2025. Mme Bernier explique le processus de consultation et le rôle que joueront les partenaires du CSF.

Questionnant comment une grande école comme Gabrielle-Roy n'a pas d'ambassadeur culturel, Mme Fadous suggère de consulter aussi les élèves, et Mme Claveau questionne la faisabilité de cette consultation, vu que les élèves du CSF ne sont pas représentés au 3CP.

Mme Bernier prend en note cette suggestion et promet de la mettre en place avec l'aide de Mme Cyr (relations publiques) et de Mme Djarova (ressources humaines). Elle explique que la définition beaucoup plus axée sur la culture au sein du CSF comme pilier sur laquelle elle travaillera, en collaboration avec les partenaires, et pour ce qui est des ambassadeurs culturels, elle assure que Mme Daragahi y travaille.

9.3 Journée antiracisme

Mme Musuku présente les rapports sur la journée en format graphique.

Appréciant le rapport dans lequel elle dit se retrouver, Mme Fadous y souligne les différentes zones pour améliorer et ne pas répéter les erreurs du passé. Revenant sur sa participation à plusieurs ateliers, elle s'attarde sur l'un d'entre eux qui, selon elle, était très négatif, et demande si le CA pourrait recevoir un rapport des rétroactions des participants. – (Suivi : JM)

Allant dans le même sens de retour à la suite de sa participation, M. Médiné remercie l'engagement de tout le CSF dans ce travail malgré les difficultés en cours.

À sa question de savoir s'il y a un précédent pour les besoins du conseil exécutif et du conseil d'administration, Mme Bernier fait part du partage des capsules sur l'antiracisme et sur les autochtones dans toutes les rencontres du Conseil exécutif et des Tables de gestion (TDG). Poursuivant dans le même angle, Mme Lavoie demande d'ajouter également une capsule sur l'antiracisme aux rencontres du conseil d'administration du CSF comme on le fait pour la reconnaissance autochtone. – (Suivi : JM)

Quant à la question de savoir ce à quoi Mme Musuku ou l'administration s'attendraient du conseil d'administration pour la continuité du travail sur l'antiracisme, Mme Musuku répond par la mise en place de la politique et de la directive administrative le plus tôt possible, d'un apprentissage collectif continu et de reprendre connaissance du rapport Bakau de 2021, afin de mettre en place ses recommandations. Mme Lavoie rapporte que le rapport se trouve sur le [site Web du CSF](#).

9.4 Nutrition pour les aveniris

Mme Musuku informe d'une utilisation de 25% du budget.

P-467

Une conférence se tiendra bientôt et le programme continuera.
Le CSF rencontre encore des défis reliés à la géographie. Elle informe d'ententes de livraisons mises en place par certaines petites écoles du CSF avec les conseils scolaires anglophones.
Elle réitère l'insuffisance du budget en raison de l'augmentation des prix de la nourriture.

9.5 PIDA – Rapport annuel 2024

Rapport annuel soumis par la direction générale, tel que requis par la loi sur les divulgations faites dans l'intérêt public.

9.6 Plan d'engagement du CSF 2024-2025

Mme Cyr présente le plan d'engagement (rapport disponible sur ESB) afin d'illustrer ce qui est fait. Elle souligne les objectifs principaux du plan et rappelle qu'il fait partie intégrante du cadre pour enrichir l'apprentissage des élèves.

Questionnements sur la présence des relations publiques dans les écoles, l'importance de mettre en place des stratégies pour une présence plus active et régulière dans les régions, l'existence d'une relation avec le BAFF, comment le CSF devra rechercher les 56 000 ayants droit de toute la province et sur le besoin de minimiser la déconnexion que ressentent certaines communautés avec le bureau central.

M. Médiné rappelle aussi le rôle des conseillers régionaux dans le cadre de représentation du CSF et dans les projets de consultation.

M. Dupain est conscient de la complexité de la communication et surtout des défis liés à la réalité géographique du CSF.

Répondant à la majorité des questions, Mme Cyr prend en note tous les commentaires et suggestions qu'elle promet d'insérer dans la prochaine planification stratégique qui débutera bientôt.

9.7 DA-901 Utilisation de la technologie

Présentation de la directive administrative dans le format du CCP, pour information au CA.
Modification : point 2.2 - remplacer « consistance » par « uniformité ». – (Suivi : PB)

9.8 DA-1001 Transport scolaire

Présentation de la directive administrative dans le format du CCP, pour information au CA.
Modification : déplacer le point 8.1 à 6.3. – (Suivi : PB)

9.9 Poste de secrétariat-trésorerie

Réaffichage du poste à partir de janvier. Processus en cours.

9.10 Mutations

Mme Bernier fait part du processus de mutations et d'embauches des directions d'écoles avec l'idée de stabiliser nos communautés. Elle informe que ces mutations répondent également à des besoins de changement de niveaux d'écoles (petites à grandes) pour quelques directions.

Pour diverses raisons liées à l'immobilier en C.-B., la stabilisation des communautés, le développement professionnel et pour refléter nos politiques, Mme Claveau demande que le conseil exécutif ne considère pas 5 ans dans un poste de direction dans une même région comme un facteur de mutation cette année. Et vu que nos politiques nous demandent de ne pas prendre ça comme facteur, elle recommande la soumission d'un plan incluant des suggestions pour régler la question de changement de niveaux d'écoles.

P-467

Pour sa part, Mme Fadous pense que 5 ans n'est pas suffisant pour stabiliser les communautés, mais elle est d'avis de ne pas limiter le droit de changer d'écoles des directions.

9.11 Négociations

Mise à jour sur les négociations provinciales et locales.

M. Dupain explique avoir rencontré la BCPSEA et soulevé les défis d'attraction et de rétention du personnel du CSF. À l'issue de cette rencontre, il a soumis une demande de barèmes et de convention collective spéciaux pour le CSF en raison de son unicité.

Sur base des questionnements concernant l'équité salariale du personnel enseignant tant au niveau provincial qu'avec le conseil scolaire anglophone de la région, il est demandé de fournir au CA la grille salariale comparant le CSF aux autres conseils scolaires. – (Suivi : BD en février 2025)

9.12 Recrutement et rétention du personnel

Présentation du rapport également disponible sur ESB.

Mme Fadous fait part d'un manque de plan d'actions pour la rétention du personnel et se renseigne sur ce que font les ressources humaines pratiquement dans les écoles. Elle note la longueur du processus de recrutement, résultant en la perte d'intérêt de certaines candidatures ainsi que le manque de contacter les personnes ayant appliquées, selon les rétroactions reçues de quelques membres de la communauté.

Mme Djarova fait part d'un travail de près avec les directions d'écoles. Elle avoue que le volume de travail est très important et se désole de la perte de candidatures. Elle informe que le processus ne devrait pas prendre plus de deux semaines.

À la question de M. Médiné concernant l'élaboration sur l'approche de recrutement reflétant la diversité dans les écoles citée dans le rapport, Mme Djarova affirme ne pas avoir de données précises sur la diversité dans le personnel du CSF, et informe que le processus de recrutement est local et à l'international. L'idée est de s'ouvrir au monde entier et de recruter le personnel francophone qualifié. Par ailleurs, elle informe travailler avec mesdames Musuku et Antoine au sujet des affichages, questionnaires d'entrevue etc. Elle note qu'avec ces deux directions, son service travaille sur la création d'un plan d'actions ciblé incluant les expériences et axes d'actions pour la rétention du personnel, à soumettre d'ici septembre ou octobre 2025. – (Suivi : KD)

Discussions autour des difficultés rencontrées par les personnes francophones racisées pour, entre autres, la reconnaissance de diplômes au Canada. M. Dupain et Mme Lavoie sont d'avis qu'un travail à ce sujet est nécessaire pour éliminer ces défis.

9.13 Sécurité des élèves

M. Dupain rappelle aux parents de se procurer des assurances pour leurs enfants qui ne sont pas couverts par les assurances du CSF en cas d'incidents ou d'accidents.

Présence de la police dans les conseils scolaires : Mme Fadous cite la situation du Conseil scolaire de Victoria, dans laquelle la nouvelle ministre de l'Éducation et des Services de la petite enfance a demandé la révision de leur plan de sécurité avant début janvier, afin de permettre la présence de la GRC dans les écoles du conseil. Mme Fadous encourage le CSF à s'inspirer de cette expérience pour établir un plan de sécurité dans toutes les écoles du CSF. – (Suivi : BD)

Concernant l'accès de la communauté aux espaces des écoles, notamment les cours de l'école pendant les heures de classe, en référence à son ancien commentaire concernant ce que faisait le Conseil scolaire de Coquitlam, Mme Fadous fera un suivi avec le CCP. – (Suivi : CF)

P-467

Répondant à la question de Mme Claveau au sujet du besoin de flexibilité concernant la présence des micro-ondes dans les écoles où il n'y a pas de cafétéria, M. Dupain affirme en avoir parlé avec certaines directions et réaffirme son ouverture aux possibles aménagements en toute sécurité.

9.14 Rapport SOFI 2023-2024

Présentation du rapport de l'année antérieure.

Questionnements dont les réponses seront données prochainement – (Suivi : BD):

« Page 24 : 544 165 \$ dépensés pour le projet à False Creek en 2023 : Comment est-ce que le CSF a dépensé 544 000 \$ pour False Creek et pourquoi ce montant vraisemblablement dépensé en 2023 se retrouve dans ce rapport ici ?

Page 31 - 5 777\$ de revenus provenant des étudiants internationaux. Ce montant n'inclut pas le salaire de la position créée à cet effet ? »

9.15 Planification budgétaire 2025-2026 – Sondage

La consultation se tiendra en janvier en raison des questions techniques.

9.16 Budget amendé 2024-2025

Annonce que le CSF et tous les autres conseils scolaires recevront les fonds des 1701 seulement d'ici mi-janvier 2025. La Province a informé tous les conseils scolaires que le budget sera réclamé d'ici fin-mars ou non pour cette année.

9.17 Bilan financier au 30 novembre 2024

M. Dupain présente le budget au 30 novembre 2024 qui respecte les prévisions budgétaires à part le débordement des frais juridiques relatifs à la cause juridique.

Il note qu'il n'y a eu aucune dépense reliée au déneigement parce qu'il n'y a pas encore eu de fermeture d'écoles.

9.18 Service des immobilisations – Mise à jour

Les données publiques des immobilisations se trouvent sur le site Web du CSF. En cas de questions, la communauté est appelée à contacter le service par courriel à communaute@csf.bc.ca

10. Pause

La pause 2 se déroule de 10 h 49 à 11 h 03.

11. Gouvernance

11.1 Cause juridique

Mise à jour à venir en janvier.

Vu que le CSF est encore en cours, les conseillers ne répondront pas aux questions du public et n'aborderont pas le budget en lien avec la cause juridique aujourd'hui.

A) Tour de table des membres du CA

11.2 Région du Nord

P-467

Rapport disponible sur ESB.

Mme Claveau souhaite de joyeuses fêtes à toute la communauté et aux membres du personnel.

11.3 Région du Sud-Est

Rapport disponible sur ESB concernant la visite à Penticton. Mme Moran y souligne le besoin de garderies malgré la disponibilité des locaux, des questionnements sur les stratégies du CSF pour atteindre les ayants droit, la remise en question de la définition des ayants droit et le besoin d'un programme secondaire attrayant (manque de flexibilité avec les cours en ligne). Elle insiste sur le besoin de communication et de connexion avec le bureau central.

Reconnaissant le grand travail qui se fait déjà au bureau central, Mme Claveau réitère que le sentiment d'isolement est pareil dans le Nord.

11.4 Région de la Vallée du Fraser

Rapport disponible sur ESB.

Mme Fadous souhaite un joyeux Noël, de bonnes fêtes et une bonne année à toute la communauté.

Elle revient sur les multiples activités et divers programmes se déroulant dans les différentes écoles de sa région : Gabrielle-Roy (concert et note de la volonté de l'APÉ de créer un comité de transport ainsi que son désir d'être en contact avec une école où ce comité est déjà établi pour le partage d'informations), la Vérendrye (activités créatives sous l'initiative des élèves et du personnel), Bois-joli (inauguration de la nouvelle ère de jeux, spectacle de Noël ayant démontré une grande preuve d'inclusion d'un enfant à besoins qui a reçu le soutien de ses camarades. Elle remercie et félicite tous les membres du personnel qui ont mis en place un plan d'accompagnement très réussi), les Voyageurs (l'APFL qui a établi un calendrier de l'année pour des activités hivernales et printanières), Pionniers-de-Maillardville (concert et marché d'hiver ainsi que le programme plein-air. Rappel sur l'initiative de l'APÉ pour l'achat des chaises pour l'amphithéâtre est encore en attente d'approbation du service des opérations) et, faisant un retour sur le projet Apple, elle félicite la collaboration intergénérationnelle entre les élèves de Bois-joli et Deux-rives. Pour terminer, elle partage une vidéo du spectacle dont la décoration exceptionnelle a été faite par le personnel et les parents.

11.5 Région du Nord de l'île de Vancouver

Souhait de joyeuses fêtes à toute la communauté.

11.6 Région du Sud de l'île de Vancouver

Rapport disponible sur ESB.

Mme Lavoie a participé au concert des fêtes des M à 3 de Victor-Brodeur.

Elle essaiera d'aller patiner avec l'école Beausoleil le lendemain.

Repas communautaire et bowling à l'école des Cascades.

11.7 Région du Grand Vancouver

Rapport disponible sur ESB.

M. Médiné remercie sa communauté pour leur grand travail et pour l'accueil chaleureux depuis son élection. Il dit avoir hâte d'effectuer ses visites pour mieux comprendre les défis de sa communauté.

11.8 Région de la Côte Sud

M. Dufresne souhaite un joyeux temps des fêtes à toute sa communauté.

Différents projets de construction d'écoles en cours à Squamish, Sechelt et à Pemberton.

B) Comités-conseils, groupes de travail et regroupements

P-467

11.9 Groupe de travail des élections scolaires

Rapport disponible sur ESB.
Rencontre en janvier 2025.

11.10 Comité-conseil des politiques

Rapport disponible sur ESB. Mme Claveau souhaite un bon mandat aux nouveaux membres (Mme Moran et M. Médiné).

12. Divers

12.1 Informations en provenance du ministère de l'Éducation et des services à la petite enfance

Information en provenance d'Ottawa : le CSF recevra deux juges de la Cour suprême du Canada à l'école Victor-Brodeur le 4 février 2025. Pour souligner cette occasion, il y aura une délégation des élèves du secondaire du CSF. Ce projet aidera à créer des liens entre les élèves.
Invitation ouverte à tous les conseillers.

13. Questions du public

13.1 Questions du public

Conformément aux notes du point 11.1 de cet ordre du jour, aucune question touchant à la cause juridique ne reçoit de réponses.

Questionnements sur les appareils électroniques dans les écoles et combien d'argent a été dépensé l'année passée pour les avocats (Juristes Power, Gall Ledge Grant Zwack LLP, Noticia LLP etc.) inclus dans le rapport SOFI et demande d'un rapport à la prochaine rencontre publique.

Demande du SCFP et du SEPF d'inclure une question précise sur la cause juridique dans la consultation budgétaire.

14. Clôture de la réunion

14.1 Clôture de la réunion

La présidente du CA remercie tous.tes les participants.es, et en appelle à la clôture de la réunion à 12 h 43.

Résolution P – 2648-12-2024

« Que le conseil d'administration approuve la clôture de la réunion publique de ce 21 décembre 2024. »

Proposée par : Chantal Fadous

Appuyée par : Jacques Dufresne

Adoptée à l'unanimité

ADOPTÉ LE



Présidente



Secrétaire-trésorier par intérim

25 JAN. 2025

Date

P-467